

Mantes-la-Jolie, le 12 mai 2022

Direction Urbanisme, Habitat et Action Règlementaire
Service ERP
Dossier suivi par Sandrine LENOIR
✉ : slenoir@manteslajolie.fr
☎ : 01.34.78.80.84

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE
DE MANTES-LA-JOLIE**

Visite du mardi 10 mai 2022

Réf. : Convocation écrite du Vendredi 25 mars 2022

Objet : Ville de Mantes-la-Jolie
Dossier : I.U.T. DE MANTES EN YVELINES
Affaire : Périodique
Adresse : 7 rue Jean Hoët

Personnes présentes à la Commission (nom et titre) :

- ✓ Président de la Commission : Véronique TSHIMANGA
- ✓ Représentant de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours : Lieutenant Denis DUPUY
- ✓ Représentant de la Ville de Mantes-la-Jolie : Régis MAURICET

Assistaient également à la Commission :

- ✓ Alexandra FECTAY, Responsable du site
- ✓ Frédéric CORDEVANT, Responsable administratif
- ✓ Larbi BEN TAIEB, Responsable technique ENGIE
- ✓ Mohamed SAAI, DPI-USQ
- ✓ Smaïl AJAGAMELLE, Chargé de sécurité incendie SPRP/UVSQ
- ✓ Riad DJEBARRI, Electricien du site
- ✓ Kevin GRUNOV, Technicien SSI ERIS
- ✓ Hugues TROUVÉ, Technicien de maintenance
- ✓ Sandrine LENOIR, Assistante Service Sécurité ERP

La commission communale de sécurité de Mantes-la-Jolie s'est réunie le mardi 10 mai 2022 afin de procéder à la visite périodique de l'IUT de Mantes-en-Yvelines.

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 626 personnes dont 51 au titre du personnel. Il est classé en type R avec activités de types L et N de la 3^{ème} catégorie.

Les constatations sur place permettent de faire les remarques suivantes :

- Des locaux à risques courants sont utilisés en locaux de stockage (zone administrative, atelier de l'agent d'entretien, ...).
- Des multiprises sont présentes en nombre dans l'établissement.
- Un exutoire du hall d'entrée ne s'est pas ouvert lors des essais (ZF 1).
- Le mobilier (tables, chaises, ...) ne doit pas venir entraver l'ouverture des portes d'intercommunication entre les salles de classe.
- La 2^{ème} issue de secours du local « studio TV » doit rester libre en permanence dès lors que l'effectif reçu est supérieur à 19 personnes.
- Le personnel désigné doit être formé à l'exploitation du SSI.

Après visite, la commission émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

Elle demande que le responsable de l'établissement respecte les prescriptions suivantes :

1°) Supprimer les stockages dans les différents locaux non prévus à cet effet ou les isoler au titre des locaux à risques moyens des locaux et circulations accessibles au public.

L'isolement sera assuré par des parois verticales et des planchers hauts coupe-feu de degré une heure, les blocs-portes seront coupe-feu de degré 1/2 heure équipés d'un ferme-porte (article CO 28 § 2).

2°) Supprimer les installations électriques sommaires montées sur multiprises. Le nombre de prises de courant doit être adapté pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les canalisations mobiles alimentant les appareils ne doivent pas faire obstacle à la bonne circulation du public (article EL 11).

3°) Remettre en état de bon fonctionnement l'exutoire du hall d'accueil qui ne s'est pas ouvert lors des essais - ZF 1 (article DF 10).

4°) Déverrouiller et laisser libre, en présence du public, les portes d'intercommunication entre les salles de classe, aucun dépôt ne devant réduire la largeur de ces dégagements (articles CO 37 § 1 et CO 38 § 1).

5°) Maintenir accessible la 2^{ème} issue de secours du local « studio TV » dès lors que l'effectif reçu est supérieur à 19 personnes.

6°) Disposer pendant la présence du public d'un personnel qualifié pour surveiller le tableau de signalisation de l'équipement d'alarme de type 2 et exploiter immédiatement l'alarme restreinte. Si cette condition n'est pas remplie, il y a lieu de réduire la temporisation, voire éventuellement, de l'annulée (article MS 66 § 1 et 5).

Rappels de la réglementation 1^{er} groupe

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.123-51 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle. Si désenfumage mécanique et SSI de catégorie A ou B : tous les trois ans par un organisme agréé.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations et les appareils d'utilisation de gaz combustible (article GZ 30) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- le groupe électrogène de sécurité (article EL 18) : annuelle.
- les ascenseurs (articles R.125-2 à R.125-2-6 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.
- les escaliers mécaniques et trottoirs roulants (articles AS8 et AS10) : semestrielle par un technicien compétent et tous les ans par un organisme agréé.
- les appareils de cuisson et l'installation d'extraction des fumées, des buées et des graisses (article GC 22) : annuelle.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle. De plus, certaines installations techniques devront toujours être vérifiées par une personne ou un organisme agréé, il s'agit notamment :
 - o Des SSI de catégories A et B : à la réception et tous les trois ans ;
 - o Des installations fixes d'extinction automatique à eau du type sprinkleur : à la réception
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.123-51 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.123-43 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.123-43 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.123-51 du CCH).

I.U.T. DE MANTES EN YVELINES
AVIS INDIVIDUEL DES MEMBRES
DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE
DE MANTES-LA-JOLIE

Visite du mardi 10 mai 2022

Réf. : Convocation écrite du Vendredi 25 mars 2022

Objet : Ville de Mantes-la-Jolie
Dossier : I.U.T. DE MANTES EN YVELINES
Affaire : Périodique
Adresse : 7 rue Jean Hoët

I.U.T. DE MANTES EN YVELINES

AVIS CONCLUSIF

Suivant les conclusions du rapport technique présenté par le rapporteur, la Commission Communale de Sécurité émet à l'unanimité des membres ayant voix délibérative, un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée



Veronique TSHIMANGA